

L'exportation de la démocratie selon Trump, Obama et Bush

Écrit par Ahmed Bensaada

Dimanche, 21 Mai 2023 13:32



Les États-Unis possèdent un arsenal d'organisations spécialement conçues pour l' « exportation » de la démocratie estampillée « Made in USA ». Les plus connues sont l'United States Agency for International Development (USAID), la National Endowment for Democracy (NED), Freedom House (FH), le Middle East Partnership Initiative (MEPI), le Project on Middle East Democracy (POMED) ou l'Open Society Foundation (OSF). Exceptée la dernière dont le propriétaire n'est autre que le célèbre spéculateur financier George Soros, toutes les autres sont quasi-totalement financées par le gouvernement américain.

Déjà en 1999, Carl Gershman, l'éternel président de la NED (1984-2021!) avait déclaré que « *la promotion de la démocratie est devenue un champ établi de l'activité internationale et un pilier de la politique étrangère américaine*

»

[\[1\]](#)

. Et il n'avait pas tort au vu de tous les « *régime change*

» qui ont eu lieu depuis le début du 21

e

siècle grâce à l'implication active de ces organisations. Citons, à titre d'exemple, les révolutions « colorées » qui ont secoué les pays de l'Est dès le début des années 2000

[\[2\]](#)

ou ce fameux « printemps » arabe qui a bouleversé la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord) une décennie plus tard

[\[3\]](#)

.

De son côté, Kenneth Wollack, l'actuel président du CA de la NED [\[4\]](#) a donné plus de précisions sur la synergie qui prévaut entre certaines de ces organisations et le Département d'État américain:

« *L'USAID, le Département d'État et la NED sont un tabouret à trois pieds. Le démantèlement de l'une de ces jambes saperait un pilier fondamental de la politique étrangère américaine - une politique qui représente une convergence de nos intérêts et de nos valeurs* » [\[5\]](#) .

Ce qui en dit long sur le rôle politique de ces organisations sous couvert de « soft power », de « démocratie » et de « droits de l'homme ».

On en déduit donc que la connaissance du niveau de financement de ces organisations par les administrations dirigées par chaque président représente un indicateur intéressant permettant d'évaluer la politique interventionniste américaine. Les États-Unis ont connu quatre présidents depuis le début de ce siècle : G. W. Bush, B. H. Obama, D. J. Trump et J. R. Biden. Comme le mandat du dernier n'est pas encore achevé, nous allons nous intéresser aux trois premiers. D'autre part, pour des raisons de concision, nous ne ciblerons que deux organisations : la NED et le MEPI.

Les budgets de la NED

Cette organisation, créée en 1983 par le président R. W. Reagan sur le modèle des « stiftungs » allemands, possède quatre satellites : l'International Republican Institute (IRI), le National Democratic Institute (NDI), le Center for International Private Enterprise (CIPE) et le Solidarity Center. Son rôle dans les révolutions « colorées » et dans le « printemps » arabe, aussi bien que dans les manifestations à Hong Kong [\[6\]](#) ou les événements dramatiques de l'Euromaïdan [\[7\]](#) ne sont plus à démontrer.

Pour comprendre le rôle réel de la NED, il suffit de se référer à Allen Weinstein, directeur du groupe d'étude qui a mené à la fondation de cet organisme : « *Beaucoup de ce que nous [NED] faisons aujourd'hui se faisait secrètement il y a 25 ans par la CIA*

»

[\[8\]](#)

L'évolution du budget de la NED depuis sa création est représenté dans la figure 1.

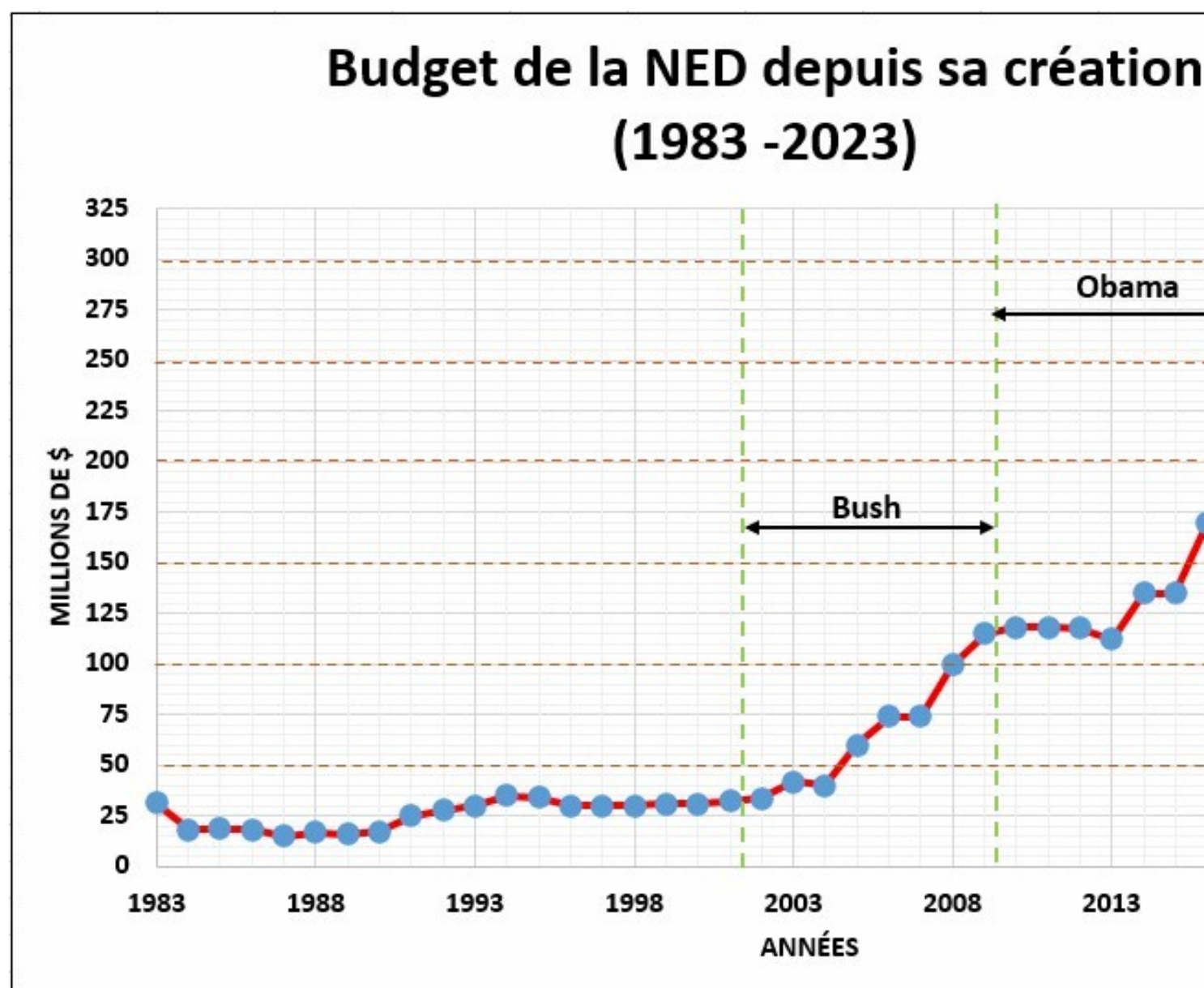


Figure 1 : Budget de la NED depuis sa création

On y remarque que pendant les 18 premières années, soit avant l'arrivée de G.W. Bush à la Maison Blanche, le budget de la NED était relativement stable avec une moyenne annuelle d'environ 25.5 millions de \$. Il dépassa les 50 millions de \$ durant le premier mandat de G.W. Bush et les 100 millions durant le second. En huit ans, son administration a fait passer ce budget de 32 à 115 millions de \$, soit une augmentation de près de 260%.

Lors de la campagne électorale de 2004, le président Bush avait promis de doubler le budget de la NED, le faisant passer de 40 à 80 millions de \$ [\[9\]](#) . C'est ce qu'il fit, mais comme le budget de ces organisations est annuellement décidé par le Congrès et non le président, seuls 60 millions furent octroyés en 2005.

Les deux administrations suivantes conduites par le président B. H. Obama continuèrent l'augmentation du budget de la NED qui passa de 118 millions de \$ en 2010 à 170 millions de \$ en 2017, soit une augmentation de presque 45%.

Cet accroissement était aussi une promesse électorale de la campagne 2008 [\[10\]](#) , pendant laquelle Obama et Biden annoncèrent :

«*Barack Obama et Joe Biden estiment que nous devrions canaliser davantage de soutien aux militants démocrates vivant sous les régimes les plus répressifs par le biais d'institutions indépendantes, engagées à soutenir les démocrates [...]*».

Ils augmenteront considérablement le financement de la National Endowment for Democracy (NED) et d'autres organisations non gouvernementales pour soutenir ces militants civiques. »

Au-delà du fait que B. H. Obama a tenu sa promesse, cette déclaration confirme aussi la mission qui incombe à la NED, c'est-à-dire financer des activistes locaux pour fomentier des « *regime change* » dans des pays ciblés. Je rappelle que les cyberactivistes arabes, ceux-là même qui ont été fortement impliqués dans le « printemps » arabe, ont été financés des années avant les événements de Tunisie qui ont embrasé par la suite toute la région MENA

[\[11\]](#)

.

La courbe de la figure 1 montre une augmentation spectaculaire et unique du budget de la NED qui correspond à la présidence de D. J. Trump : en une seule année, le montant est passé de 180 à 300 millions de \$! Cela correspond à un accroissement de 2/3 en une seule année, du jamais vu!

Mais, contrairement à ce que cela peut suggérer, cette hausse n'est nullement due à une décision du président Trump, bien au contraire.

Comme expliqué auparavant, le budget de ces organisations « exportatrices » de démocratie relèvent des prérogatives du Congrès et non du président. Ainsi, pour mieux comprendre la politique de chaque administration, il est important de se référer aux budgets annuels demandés par chaque président et les comparer avec les montants octroyés par le Congrès. C'est ce qui est représenté dans la figure 2.

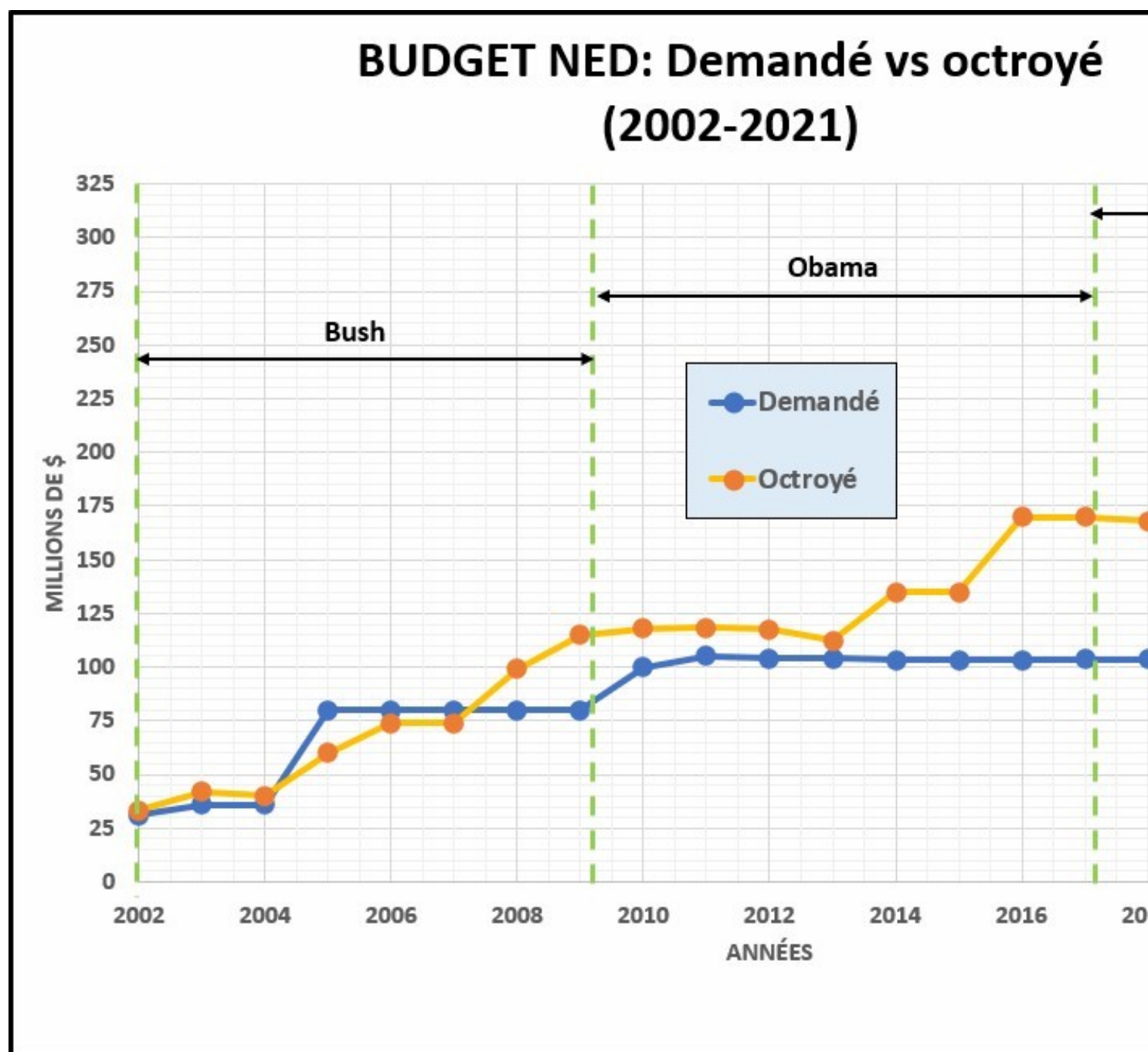


Figure 2 : Comparaison des budgets demandés par les différents présidents pour la NED et ceux réellement octroyés par le Congrès américain.

Ce graphique montre que dès 2019 et jusqu'à la fin de son mandat, le président Trump a considérablement réduit ses demandes concernant le financement de la NED, la fixant à 67 millions de \$, soit à un niveau égal à celui compris entre 2004 et 2005.

Par contre, le Congrès n'a non seulement pas suivi les recommandations de réduction du président Trump, mais les a astronomiquement majorées. En 2020 et 2021, la NED s'est vue attribué un montant historique, représentant près de 350% de plus que le montant demandé par D. J. Trump!

Il faut dire que la volonté de ce dernier pour réduire l'aide internationale et tout particulièrement l'« exportation » de la démocratie a été une constante de son programme politique. Ainsi, dès l'annonce de sa candidature en 2015, il déclara [\[12\]](#) :

« Il est nécessaire que nous investissions dans nos infrastructures, arrêtons d'envoyer de l'aide étrangère aux pays qui nous détestent et utilisons cet argent pour reconstruire nos tunnels, nos routes, nos ponts et nos écoles »

Ainsi, dès son élection et conformément à son slogan « *America First* » (l'Amérique d'abord), le président Trump annonça de fortes coupures, en particulier à l'USAID et au Département d'État [\[13\]](#) .

Mené par feu John Mc Cain, un groupe de sénateurs adressèrent une lettre [\[14\]](#) à Mick Mulvaney, directeur du Bureau de la gestion et du budget, pour lui signifier leur rejet de la politique du nouveau locataire de la Maison Blanche. Rappelons qu'à cette époque le sénateur

Mc Cain, champion de l'interventionnisme américain, était président du Conseil d'administration de l'IRI, poste qu'il a occupé pendant pas moins de 25 années consécutives.

La lettre souligne :

« l'importance de la National Endowment for Democracy (NED) et des principaux instituts qu'il soutient, notamment l'International Republican Institute (IRI) et le National Democratic Institute (NDI), qui promeuvent les valeurs démocratiques et soutiennent les programmes de développement et de gouvernance à travers du monde

Les sénateurs conclurent la lettre en demandant de reconsidérer les réductions substantielles du budget de la NED qui auraient pour effet d'empêcher *« le travail vital de l'IRI et du NDI »*. Et de préciser :

« Ces organisations sont essentielles à notre sécurité nationale et contribuent à créer un monde plus démocratique et plus pacifique. »

Un monde plus démocratique et plus pacifique? L'histoire de ces vingt dernières années a plutôt montré l'inverse!

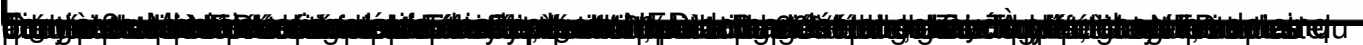
La réaction de Carl Gershman était, quant à elle, beaucoup plus pragmatique [\[15\]](#) :

« Si elle était mise en œuvre, la proposition viderait le programme, forcerait des licenciements paralysants et la signification symbolique serait également bouleversante, envoyant un signal de loin que les États-Unis tournent le dos au soutien de personnes courageuses qui partagent nos valeurs ».

Bien évidemment, ces *« personnes courageuses qui partagent nos valeurs »* sont ces activistes « autochtones » financés, réseautés et formés pour mener à bien des *« regime change »* dans des pays ciblés pour subir une « démocratisation »

[\[16\]](#)

.
Le résultat de ces pressions (et d'autres) sur le Congrès et l'establishment empêchèrent le président Trump d'appliquer sa politique concernant l'aide étrangère et l'« exportation » de la démocratie. Cela est clairement indiqué dans la figure 3 qui montre les montants cumulatifs des budgets demandés et octroyés pour chacune des cinq dernières administrations américaines (Bush 1, Bush 2, Obama 1, Obama 2 et Trump).



Contrairement à la NED qui est présente dans plus de 100 pays [17] à travers tous les continents, le MEPI (Middle East Partnership Initiative) est spécialement destiné à la région MENA. Il a été créé par G. W. Bush en 2002, à la suite des événements du 11 septembre 2001. Comme expliqué précédemment, il fait partie intégrante de l'arsenal des organisations

spécialisées dans la « démocratisation ».

La mission du MEPI est clairement explicitée dans le rapport 2020 du POMED [\[18\]](#).

« L'Initiative de partenariat avec le Moyen-Orient (MEPI) est un programme d'assistance régionale du Département d'État financé par l'ESF [Economic Support Fund] et créé en 2002 dans le cadre du « Programme de liberté » de l'administration George W. Bush. L'administration Bush considérait le MEPI comme un complément tourné vers l'avenir et axé sur les réformes à l'approche de développement plus traditionnelle de gouvernement à gouvernement de l'USAID. Il a donné à MEPI un mandat politique pour établir des partenariats avec les citoyens et poursuivre des projets de promotion de la démocratie plus avant-gardistes, y compris le soutien aux groupes indépendants de la société civile, même malgré les objections des gouvernements régionaux. »

Vous avez bien lu, « même malgré les objections des gouvernements régionaux »!

Autre particularité, ce programme dépend du Département d'État et donc bénéficie du réseau des ambassades de la région. À ce sujet, Stephen McInerney, directeur exécutif du POMED entre 2010 et 2022, nous donne quelques précisions [\[19\]](#) :

« Le programme de petites subventions [mis en place par MEPI] a favorisé l'interaction entre les agents politiques dans les ambassades des États-Unis et les activistes de la démocratie dans la région, ce qui a contribué à intégrer les préoccupations pour la démocratie et les droits de l'Homme dans les efforts diplomatiques quotidiens de ces ambassades ».

L'implication du MEPI dans le financement des activistes de la région MENA dans le cadre de ce désastre nommé « printemps » arabe a été explicitée dans un de mes derniers articles [\[20\]](#). Ses relations avec des activistes libanais, tunisiens, égyptiens, syriens, yéménites et algériens y sont clairement établies.

Mais revenons à notre sujet principal : le budget du MEPI. Comme pour la NED, ce budget est proposé par le président et son administration, mais doit être, au final, approuvé par le Congrès. La figure suivante montre la comparaison entre les budgets demandés par les différents présidents pour le MEPI et ceux réellement octroyés par le Congrès américain.

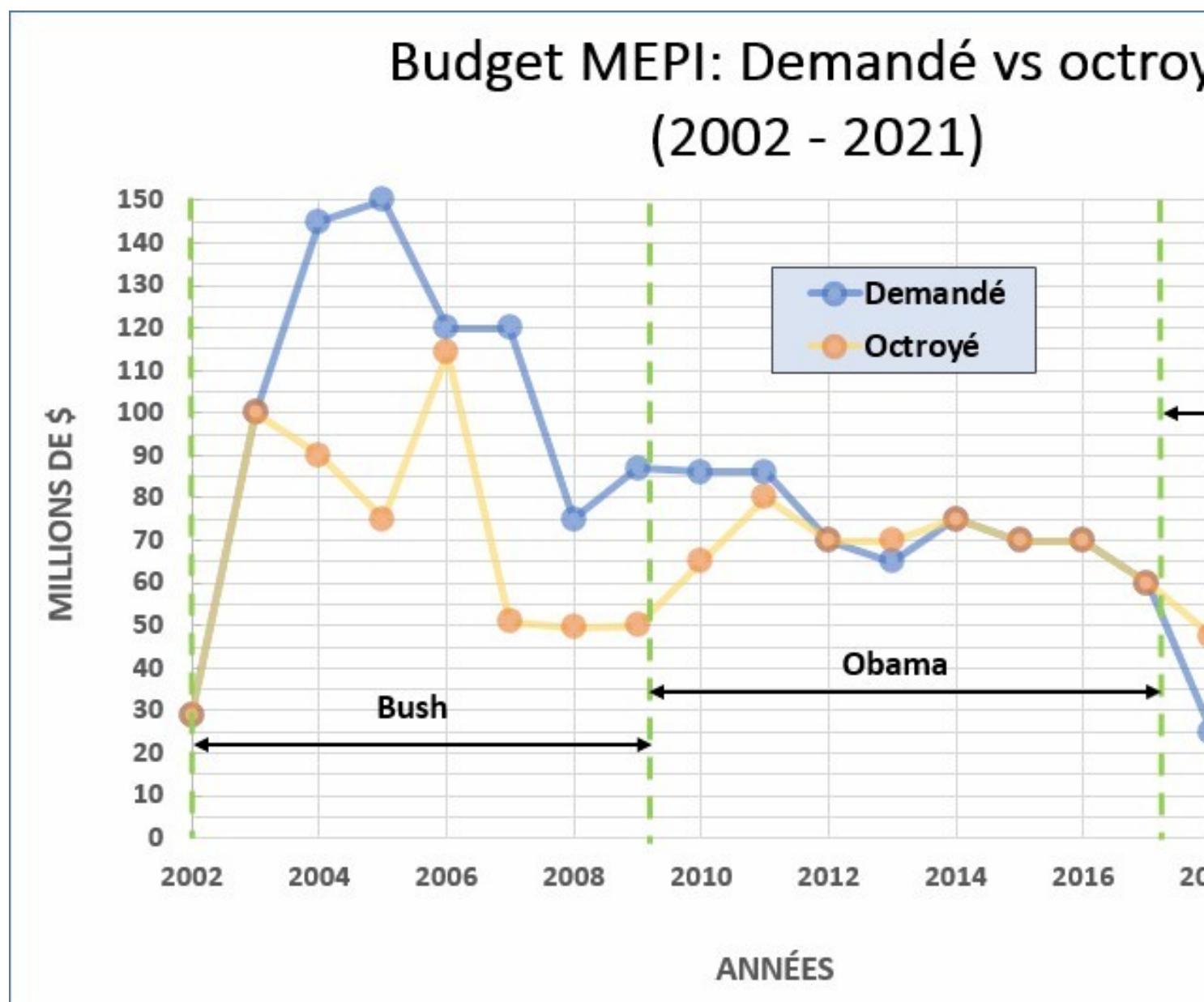


Figure 4 : Comparaison des budgets demandés par les différents présidents pour le MEPI et ceux réellement octroyés par le Congrès américain. Note : les deux premières années (2002 et 2003), le MEPI a été financé par des fonds spéciaux [\[21\]](#).

On y remarque que les budgets demandés annuellement par les présidents Bush et Obama sont soit supérieurs, soit égaux aux budgets octroyés par le Congrès. Il n'y a que dans sous la présidence Trump que cela n'est pas le cas : les montants demandés sont tous beaucoup plus bas que ceux octroyés. Pis encore, ils sont les plus faibles depuis la création du programme MEPI par G. W. Bush. En 2021 par exemple, le financement demandé ne représentait que 50% de celui octroyé au MEPI en 2002, année de sa création! Par contre, le Congrès a décidé de s'opposer à la politique de coupure du président Trump en allouant un montant plus de 3,4 fois plus élevé.

Les montants cumulatifs des budgets demandés et octroyés pour chacune des administrations sont représentés dans le graphique suivant :

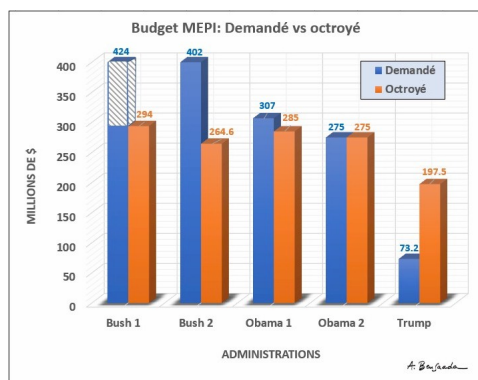


Figure 5 : Montants cumulatifs des budgets MEPI demandés et octroyés pour chacune de cinq dernières administrations étasuniennes.

Cette figure montre que les financements obtenus par le MEPI sous les administrations Bush et Obama sont plus ou moins similaires. Sous Trump, on constate une légère diminution, mais ce qui attire l'attention c'est la forte disparité entre la demande et l'octroi : les sommes attribuées

sont 2,7 fois plus élevées! Autre comparaison intéressante : durant son mandat, le président Trump n'a demandé pour le MEPI qu'un peu plus du quart de ce qu'a demandé et obtenu son prédécesseur (Obama 2).

Ainsi, on constate que la réaction du Congrès américain en ce qui concerne le MEPI a été identique à celle qu'il a eue pour la NED : une opposition systématique à la volonté de D. J. Trump de sabrer dans les programmes d'« exportation » de la démocratie.

Trump, anti-impérialiste?

La discussion précédente témoigne de la réelle volonté du président Trump de pratiquer de larges coupures dans tout le dispositif étasunien spécialisé dans la « démocratisation » des pays ciblés par le département d'État. Les chiffres concernant les programmes de la NED et du MEPI sont éloquentes à ce sujet.

Mais est-ce à dire que le président Trump est un pacifiste, voire un anti-impérialiste comme le clament certains de ses partisans?

Il est clair que, contrairement à ses deux prédécesseurs, il peut se vanter de n'avoir déclenché aucune nouvelle guerre. À ce sujet, le sénateur J. D. Vance donne les précisions suivantes [\[22\]](#) :

« Au cours des quatre années de mandat de M. Trump, il n'a déclenché aucune guerre malgré l'énorme pression de son propre parti et même des membres de sa propre administration. »

De son côté, le journaliste d'investigation américain Christian Parenti note que [\[23\]](#) :

« Trump s'est efforcé de démanteler l'empire américain. En effet, il a fait plus pour contenir l'imperium américain que n'importe quel politicien en 75 ans. »

Commentant ses relations avec les militaires, l'historien français Romain Huret nous explique que [\[24\]](#) « l'appareil d'état militaire est très hostile à Trump, et vice-versa » tout en ajoutant :

« *De manière générale, Trump n'a jamais aimé la guerre et l'armée. Il a toujours mis l'accent sur le fait qu'il n'est pas un militaire. Ce n'est pas son monde. Il demeure un homme d'affaires qui pense qu'on peut régler les problèmes autrement que par la guerre.* »

Enfonçant le clou dans une récente vidéo [\[25\]](#), D. J. Trump déclara :

« *Nous devons nettoyer la maison de tous les bellicistes et des derniers mondialistes américains dans l'État profond, le Pentagone, le Département d'État et le complexe industriel de la sécurité nationale* . [...] *Pendant des décennies, nous avons eu les mêmes personnes, comme Victoria Nuland et bien d'autres comme elle, obsédées par l'idée de pousser l'Ukraine vers l'OTAN, sans parler du soutien du Département d'État aux soulèvements en Ukraine. Ces personnes recherchent la confrontation depuis longtemps, un peu comme le cas en Irak et dans d'autres parties du monde, et maintenant nous sommes au bord de la troisième guerre mondiale.* »

Le président Trump semble bien au courant du rôle des organismes d' « exportation » de la démocratie dans les révolutions « colorées » en particulier en Ukraine avec la révolution « orange » (2008) et l'Euromaïdan (2013-2014) [\[26\]](#) .

Mais il dénonce aussi l'État profond américain qui a systématiquement mis des bâtons dans les roues dans sa politique étrangère et empêché les coupes drastiques dans les budgets de la NED comme on a pu le constater précédemment.

Il faut dire que, durant son mandat, le président Trump a tenté de diminuer la présence militaire américaine dans de nombreux conflits initiés par ses prédécesseurs. Alors que l'establishment de la politique étrangère le poussait à renverser le président syrien Bachar Al-Assad, il a réduit la présence militaire américaine en Syrie, au point d'être accusé « *d'abandonner la Syrie* » [\[27\]](#)

[1](#)
(sic!). Il en a aussi fait de même pour l'Irak

[\[28\]](#)
, l'Afghanistan

[\[29\]](#)
et la Somalie

[\[30\]](#)
, en plus d'ordonner le retrait d'un tiers de tout le personnel militaire américain d'Allemagne [\[31\]](#)

Par contre, ses détracteurs lui reprochent d'avoir contribué à une escalade de la guerre au Yémen [\[32\]](#), de s'être désengagé de l'accord sur le nucléaire iranien [\[33\]](#), d'avoir autorisé

l'assassinat du général iranien Qassem Soleimani

[\[34\]](#)

et d'avoir incité un coup d'état raté au Venezuela

[\[35\]](#)

.

Ses « talents » de politicien « businessman » se sont cependant révélés dans son soutien inconditionnel à l'État hébreu avec les accords d'Abraham et, surtout, dans son rôle dans le « deal » des « scélérats » entre Rabat et Tel Aviv sur le dos des peuples sahraouis et palestiniens [\[36\]](#) . Deux pays colonisateurs se frottant les mains avec la bénédiction du président Trump, éloignant encore un peu plus la résolution de ces conflits dont les solutions se trouvent à l'ONU et non à la Maison Blanche.

Après ces péripéties tumultueuses de la politique étrangère de D. J. Trump, peut-on en conclure qu'il est anti-impérialiste? Christian Parenti nous propose une réponse :

« Trump n'est pas un anti-impérialiste au sens de la gauche. Il est plutôt un isolationniste instinctif de l'America First qui semble nourrir un véritable mépris pour les élites mondiales et les initiés politiques . »

Il est clair que le président Trump a quantitativement plus fait pour réduire l'interventionnisme étasunien dans le monde que tous ses prédécesseurs. Mais, il apparaît aussi que quel que soit le locataire de la Maison Blanche, l'establishment ou l'État profond américain veillera à contrecarrer toute tentative d'affaiblir l'hégémonie américaine dans le monde, d'amoindrir la capacité de nuisance des États-Unis dans des pays ciblés ou de réduire sa force de frappe

militaire. Le président Trump l'a appris à ses dépens. Pourra-t-il revenir à la magistrature suprême lors des prochaines élections alors que les affaires sont revenues au « *business as usual* » avec le président Biden?

[1] Michael Barker, « Activist Education at the Albert Einstein Institution: A Critical Examination of Elite Cooption of Civil Disobedience », Indymedia, 21 juillet 2012, <http://www.indymedia.ie/article/102162>

[2] G. Sussman et S. Krader, « Template Revolutions : Marketing U.S. Regime Change in Eastern Europe », Westminster Papers in Communication and Culture, University of Westminster, London, vol. 5, n° 3, 2008, p. 91-112, https://www.researchgate.net/publication/317572343_Template_Revolutions_Marketing_US_Regime_Change_in_Eastern_Europe

[3] Pour plus d'information, lire : Ahmed Bensaada, « Arabesque\$ - Enquête sur le rôle des États-Unis dans les révoltes arabes », Ed. Investig'Action, Bruxelles (Belgique), 2015 – Ed. ANEP, Alger (Algérie), 2016

[4] NED, « Kenneth Wollack elected new chairman of NED board of directors », 28 janvier 2021, <https://www.ned.org/kenneth-wollack-elected-new-chairman-of-ned-board-of-directors/>

[5] Josh Rogin, « The Trump administration wants to dismantle Ronald Reagan's 'infrastructure of democracy' », The Washington Post, 4 mars 2018, <https://www.washingtonpost.com/news/energy-environment/wp/2018/03/04/trump-administration-wants-to-dismantle-ronald-reagans-infrastructure-of-democracy/>

Écrit par Ahmed Bensaada
Dimanche, 21 Mai 2023 13:32

npost.com/opinions/global-opinions/the-trump-administration-wants-to-dismantle-ronald-reagans-infrastructure-of-democracy/2018/03/04/8b94d7f6-1e54-11e8-ae5a-16e60e4605f3_story.htm
!

[6] Ahmed Bensaada, « Hong Kong : un virus dans le parapluie », Afrique Asie, 3 novembre 2014, <https://www.afrique-asie.fr/hong-kong-un-virus-dans-le-parapluie/>

[7] Ahmed Bensaada, « Ukraine: autopsie d'un coup d'état », Reporters, 10 mars 2014, http://www.ahmedbensaada.com/index.php?option=com_content&view=article&id=257:ukraine-autopsie-dun-coup-detat&catid=48:orientoccident&Itemid=120

[8] F. William Engdahl, « Full Spectrum Dominance : Totalitarian Democracy in the New World Order », Edition.Engdahl (US), 2009

[9] The White House, « New Initiatives in President Bush's State of the Union Address », 20 janvier 2004, <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2004/01/20040120-6.html>

[10] Obama-Biden, « Strengthening Our Common Security by Investing in Our Common Humanity », Campagne électorale pour les élections de 2008, document publié en 2007, <https://www.calameo.com/read/00036684675acb7e56ad8>

[11] Pour plus d'information, lire : Ahmed Bensaada, « Arabesque\$ - Enquête sur le rôle des États-Unis dans les révoltes arabes », *Op. Cit.*

[12] Michael Gerson and Raj Shah. « 'America first' shouldn't mean cutting foreign aid », The Washington Post, 24 février 2017, <https://www.washingtonpost.com/posteverything/wp/2017/02/24/america-first-shouldnt-mean-cutting-foreign-aid/>

Écrit par Ahmed Bensaada
Dimanche, 21 Mai 2023 13:32

[13] Sophie Edwards, « Trump's 'America First' budget slashes foreign aid, multilateral funding », Devex, 16 Mars 2017, <https://www.devex.com/news/trump-s-america-first-budget-slashes-foreign-aid-multilateral-funding-89850>

[14] Datée du 20 décembre 2007, cette lettre est signée par les sénateurs John Mc Cain, Lindsey Graham, Marco Rubio, Todd Young et Dan Sullivan. Elle peut être lue à l'adresse suivante : <https://www.calameo.com/read/0003668460afd4051cadf>

[15] Josh Rogin, « The Trump administration wants to dismantle Ronald Reagan's 'infrastructure of democracy' », The Washington Post, 4 mars 2018, https://webcache.googleusercontent.com/search?q=cache:851mnFXqBkJEJ:https://www.washingtonpost.com/opinions/global-opinions/the-trump-administration-wants-to-dismantle-ronald-reagans-infrastructure-of-democracy/2018/03/04/8b94d7f6-1e54-11e8-ae5a-16e60e4605f3_story.html+&cd=1&hl=fr&ct=clnk&gl=ca

[16] Pour plus d'information, lire : Ahmed Bensaada, « Arabesque\$ - Enquête sur le rôle des États-Unis dans les révoltes arabes », *Op. Cit.*

[17] NED, « About the National Endowment for Democracy », <https://www.ned.org/about/>

[18] POMED, « President Trump's FY21 Budget », juin 2020, p.15, https://pomed.org/wp-content/uploads/2020/06/POMED_FY21BudgetReport.pdf

[19] Stephen McInerney, « The Federal Budget and Appropriations for Fiscal Year 2010, Democracy, Governance, and Human Rights In The Middle East », 2009, p. 11, <http://pomed.org/wp-content/uploads/2009/07/FY2010-Budget-Report.pdf>

[20] Ahmed Bensaada, « Khaled Drareni, journaliste "autoproclamé" du Hirak », Afrique Asie, 3 avril 2023, <https://www.afrique-asie.fr/khaled-drareni-journaliste-auto-autoproclame-du-hirak/>

[21] United States Government Accountability Office, « Report to Congressional Requesters – Foreign Assistance – Middle East Partnership Initiative Offers Tools for Supporting Reform, but Project Monitoring Needs Improvement », Août 2005, <https://www.gao.gov/assets/gao-05-711.pdf>

[22] J.D. Vance, « Trump's Best Foreign Policy? Not Starting Any Wars », Wall Street Journal, 31 janvier 2023, <https://www.wsj.com/articles/trumps-best-foreign-policy-not-starting-any-wars-ukraine-russia-war-rocket-nuclear-power-weapons-defense-11675186959>

[23] Christian Parenti, « Trump's Real Crime Is Opposing Empire », Compact, 7 avril 2023, <https://compactmag.com/article/trump-s-real-crime-is-opposing-empire>

[24] Assma Maad, « Donald Trump est-il vraiment le seul des 6 derniers présidents des États-Unis à ne pas avoir déclenché de guerre ? », Le Monde, 18 novembre 2020, https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2020/11/18/donald-trump-le-seul-des-six-derniers-presidents-americains-a-ne-pas-avoir-declenche-de-guerre_6060180_4355770.html

[25] Trump War Room, Twitter. 21 février 2023, <https://twitter.com/TrumpWarRoom/status/1628118558663401472>

[26] Ahmed Bensaada, « Ukraine : autopsie d'un coup d'état », *Op. Cit.*

[27] Luke Mogelson, « America's Abandonment of Syria », The New Yorker, 20 avril 2020, <https://www.newyorker.com/magazine/2020/04/27/americas-abandonment-of-syria>

[28] Paul D. Shinkman, « Trump Administration Confirms Withdrawals from Iraq, Afghanistan Days Before Inauguration », USNews, 15 janvier 2021, <https://www.usnews.com/news/national-news/articles/2021-01-15/trump-administration-confirms-withdrawals-from-iraq-afghanistan-days-before-inauguration>

[29] *Ibid.*

[30] Julian Borger, « Trump orders US to pull troops from Somalia », The Guardian, 4 décembre 2020, <https://www.theguardian.com/us-news/2020/dec/04/us-troops-somalia-withdrawal-donald-trump>

[31] Karen DeYoung, « Trump approves plan to withdraw one-third of U.S. troops from Germany », The Washington Post, 5 juin 2020, https://www.washingtonpost.com/national-security/trump-approves-plan-to-withdraw-one-third-of-us-troops-from-germany/2020/06/05/987b2d38-a775-11ea-b473-04905b1af82b_story.html

[32] Spencer Ackerman, « Trump Escalated Obama's War in Yemen », The Daily Beast, 28 octobre 2008, <https://www.thedailybeast.com/trump-escalated-obamas-war-in-yemen>

[33] Le Monde, « Donald Trump annonce le retrait des Etats-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien », 8 mai 2018, https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2018/05/08/donald-trump-annonce-le-retrait-des-etats-unis-de-l-accord-sur-le-nucleaire-iranien_5296297_3222.html

[34] Ammar Karim, « Un général iranien tué sur l'ordre de Donald Trump », AFP, 3 janvier 2020, <https://www.ledevoir.com/monde/moyen-orient/570157/un-general-iranien-tue-sur-l-ordre-de-donald-trump>

[35] Matthew Duss, « Calling Trump an Anti-Imperialist Is Nonsense », Foreign Policy, 18 avril 2023, <https://foreignpolicy.com/2023/04/18/donald-trump-presidency-anti-imperialist-militarism-war/>

[36] Frédéric Bobin et Louis Imbert, « Le "deal" de Donald Trump entre le Maroc et Israël », Le Monde, 11 décembre 2020, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/12/11/le-deal-de-donald-trump-entre-le-maroc-et-israel_6063018_3212.html

L'exportation de la démocratie selon Trump, Obama et Bush

Écrit par Ahmed Bensaada

Dimanche, 21 Mai 2023 13:32
